

Patrick Gonzalez, président du club de football AS Saint-Priest

“DES IMPACTS FINANCIERS, ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX MONSTRUEUX”

La période de déconfinement sera très longue, notamment pour les clubs amateurs confrontés à des difficultés de trésorerie. À l'image de l'AS Saint-Priest qui, par la voix de son président, Patrick Gonzalez, exprime un ras-le-bol général au nom de toutes ces structures sportives, créatrices de lien social, qui sont en danger.

Lyon Capitale : Comment l'AS Saint-Priest vit-elle cette crise sanitaire ?

Patrick Gonzalez : Avant d'être tous confinés, j'avais décidé de prendre les devants. Dès le 29 février, j'ai demandé à l'ensemble des joueurs, éducateurs et bénévoles du club de ne plus se serrer la main. Cette décision n'a pas été respectée car personne ne me prenait au sérieux. De mon côté, je connaissais des chefs d'entreprise en Chine qui m'avaient fait part de la gravité de la situation. On ne se rendait pas compte de ce qui allait arriver chez nous. Quand notre président, Emmanuel Macron, a annoncé le confinement, je me suis dit que j'étais "dans le vrai". On aurait dû agir avant car lorsque vous jouez au football vous avez des contacts physiques : la sueur, les crachats, les mains, les pieds... Le risque de contamination est très important. Pour l'heure, j'ignore si des joueurs et éducateurs de l'AS Saint-Priest sont porteurs du Covid-19 car personne n'a été testé.

Quel est l'impact économique sur votre club suite à cet arrêt brutal ?

L'arrêt brutal a provoqué deux choses : une problématique sociale et citoyenne. Beaucoup d'enfants viennent au club, nous les formons. Après les cours, et même pour les adultes, nous leur permettons de pratiquer leur passion qu'est le football. Ils font une activité physique qui crée du lien social. Aujourd'hui, il n'y a plus ce lien. J'ai beaucoup d'entraîneurs, d'éducateurs, de personnes du comité, de bénévoles qui m'appellent mais c'est compliqué car j'ai peu de réponses à leur apporter. L'autre difficulté

“C'EST UN SCANDALE, ILS ONT FAIT ÇA DE MANIÈRE DICTATORIALE”

à surmonter est économique. Depuis le mois de mars, il n'y a plus aucune rentrée d'argent. On ne fait plus de buvette pour les matches, plus le tournoi de Pentecôte pour les enfants, plus de tournois interentreprises. On ne peut pas organiser le loto non plus. Les sponsors ne donnent plus du tout d'argent afin de sauvegarder leur entreprise, leur emploi. Dans une telle crise, les dons passent bien après.

L'inquiétude envers les sponsors est importante car sans budget ils ne pourront plus attribuer d'argent à votre club...

Exactement. La majorité des sponsors ne pourront pas nous donner d'argent au mois de juin. Il faut que je boucle un bilan. Je vais tout faire pour qu'il soit positif, en diminuant le budget. On va perdre environ 250 000 euros par rapport à ce qu'on avait prévu. Donc, on n'arrive plus à tenir notre rôle social et économique. Après, je reste lucide sur les choses. Je suis conscient que tout ne tourne pas autour du ballon rond. Je connais des personnes qui ont perdu des proches à cause du coronavirus. Quand la mort arrive, le football est secondaire et la santé prioritaire.

Imaginez-vous reprendre les entraînements et dans quelles conditions ?

Une chose est sûre, on ne veut absolument pas reprendre trop vite. À ce sujet, on attend des instructions précises des instances car, pour l'instant, on est dans le flou. Pour ne pas se contaminer entre eux, lors des entraînements, les joueurs doivent être espacés de quatre mètres, il ne faut pas non plus les mettre dans le même vestiaire, ils ne pourront pas prendre leur douche ensemble... Je ne sais pas comment on va pouvoir gérer tout ça car le virus ne va pas disparaître du jour au lendemain. En tout cas, le championnat ne devrait pas débuter avant septembre. Et les joueurs vont avoir besoin de temps pour se préparer physiquement. Concernant les conditions, les clubs professionnels peuvent réaliser des tests mais rien n'empêche que le joueur testé négatif ne soit pas porteur du virus quelques jours plus tard. Nous, on ne pourra pas faire ces tests ni des radiographies médicales ni des électrocardiogrammes... Cela coûte trop cher pour un club amateur. J'ai voulu emmener mes collaborateurs [il est patron d'une agence d'assurances, NDR] ainsi que ma



famille dans un laboratoire, ils nous ont répondu qu'il était impossible de se faire tester. Nous sommes à des années-lumière de tester 66 millions de Français.

Craignez-vous une perte de licenciés liée notamment à la peur des parents d'envoyer leur enfant jouer au football ?

Oui. On devait créer une section féminine et masculine, on risque de ne pas pouvoir le faire. Avec moins d'argent on créera moins de catégories. Nous payons nos éducateurs qui passent de plus en plus de diplômes de la FFF qu'il faut également financer. Dans pareille situation, comment voulez-vous prendre plus d'éducateurs, les former... si nous ne pouvons pas les rémunérer ?

La FFF a décidé de mettre fin aux compétitions. Votre équipe fanion classée 14^e de National 2 (4^e niveau du football en France) au moment de cet arrêt a été reléguée en National 3...

C'est inadmissible ! Il ne devrait y avoir aucune descente. À mesure exceptionnelle, règlement exceptionnel. En athlétisme, quand vous faites un 100 mètres, départ arrêté, on ne vous dit pas que l'arrivée est à 70 mètres. Il nous restait un tiers de la saison à faire. Usain Bolt n'aurait jamais été champion olympique et champion du monde sur 70 mètres. Il faisait toujours de mauvais départs et il arrivait à rattraper tout le monde dans les 30 derniers mètres. En Ligue 1, il y a quatre ans, Toulouse avait 10

“TOUT LE MONDE SE SENT LÉSÉ ET BAFOUÉ”

points de retard et s'est maintenu lors de la dernière journée. Là, avec cet arrêt des championnats, la FFF a annoncé qu'il y aurait trois descentes pour le National 2 et 3. C'est un scandale, ils ont inventé un nouveau règlement. On est un collectif de 3 000 clubs de football et futsal et je peux vous assurer que

nous n'allons pas nous laisser faire. Pourquoi n'a-t-on pas arrêté au milieu du championnat ? Tout le monde s'était rencontré. On a joué beaucoup de matches à l'extérieur sur la phase retour, on a affronté les plus gros. C'est une aberration de nous faire descendre. Faites ce que je dis, pas ce que je fais.

Je ne me bouge pas uniquement pour l'AS Saint-Priest. J'ai reçu des e-mails de clubs d'Outre-Mer, de Corse, d'Occitanie, de Normandie, de Bourgogne, d'Île-de-France, de PACA, du Nord-Pas-de-Calais... Et ils sont tous d'accord avec moi. En fait, nous n'avons jamais été concertés, ni par la FFF, ni par nos présidents de ligue, ni par nos présidents de district. C'est un scandale, ils ont fait ça de manière dictatoriale.

Prenons un exemple avec la Fédération française de rugby. Eh bien, ce sont les présidents des clubs amateurs et professionnels qui élisent leur président. Dans le football, ce n'est pas le cas, ce sont les 216 grands électeurs. Il y a 15 000 clubs amateurs et aucun président ne peut voter pour être le président de la FFF. Le football amateur est très mal représenté. Ce n'est que pour les professionnels de l'équipe de France. Pourtant nous, clubs amateurs, avons notre mot à dire.

L'AS Saint-Priest est menacé par cette décision ?

On a 20 salariés dont 13 joueurs sous contrat fédéral. Si on doit descendre en National 3, on ne reprendra plus les contrats fédéraux. Et on va devoir diviser notre budget par deux. Si on avait été 12^e, 14^e ou 16^e à la fin du championnat sur nos résultats sportifs, je me taisais comme mes autres confrères. Mais là, il n'y a pas de justice car il reste 9 matches donc 27 points à prendre. On pouvait presque terminer dans le haut du classement. L'année passée, on était 2^e de National 2 et à la fin de la saison on a fini à la 8^e place. Donc tout va très vite. Nous avons saisi avec beaucoup de clubs, par le biais de nos avocats, le Comité national olympique et sportif français. Tout le monde sait qu'il n'y a aucune légitimité dans l'action de la Fédération française de football. Il n'y a eu aucune concertation avec les présidents des 15 000 clubs de football amateur. En nous parlant, la démocratie aurait gagné. Tout le monde se sent lésé et bafoué, de nombreux clubs sont touchés et je ne veux laisser personne sur le carreau. Cela va avoir des impacts financiers, économiques et sociaux monstrueux. Le Régional 1 (6^e niveau du

"NOUS SOMMES LES VACHES À LAIT DU SYSTÈME"

football en France) est le championnat qui arrive juste après le National 3 (5^e niveau), ce qui veut dire que la Fédération va augmenter le nombre de clubs dans des poules pour faire des poules supplémentaires dans les ligues et districts. Mais pas en National 2 et National 3, et pour quelles raisons ? Parce que cela va augmenter le nombre de matches, le nombre de frais d'arbitrage, de sanctions, de cartons, de déplacements d'éducateurs et ce sont les clubs qui vont les payer. Cela va enrichir les districts et les ligues. En National 2 et 3, la FFF est obligée de prendre une part des frais de déplacement. Ce n'est qu'une question d'argent. Alors qu'on peut très bien faire plus de poules en National 2 et 3 avec plus de clubs. Et l'année d'après les meilleurs resteront et au lieu d'en descendre trois vous en descendez quatre ou cinq. Les clubs amateurs remontent 150 millions d'euros à la FFF. Elle nous reverse 15 millions d'euros alors qu'elle est une association de la loi 1901. On nous ponctionne. Les clubs amateurs ne touchent rien sur les droits télévisuels. Vous trouvez cela normal ?

Certains acteurs du milieu professionnel espèrent que cette pandémie de coronavirus va précipiter l'éclatement de la bulle financière dans le foot-business. Pour les clubs amateurs, faut-il s'attendre à un changement ?

Nos instances ne nous écoutent pas. Nous, on veut que ça change. On est sous perfusion. Nous sommes un moteur économique et social et au niveau de la Fédération aussi. On veut discuter, que notre avis soit demandé. Il faut savoir que lors des quatre dernières années, 4 000 clubs ont déposé le bilan. On ne nous demande que de l'argent, nous sommes les "vaches à lait" du système. Avec Eric Thomas, le président de l'Association française de football amateur (AFFA), on a écrit à trois reprises à monsieur Le Graët et nous avons envoyé un e-mail à notre ministre des Sports, Roxana Maracineanu. On n'a jamais eu aucun retour. Fort heureusement, nos députés, nos sénateurs et monsieur Kimmelfeld (président de la Métropole de Lyon) sont avec nous. Ils trouvent

que cette situation n'est pas normale. La Fédération a rajouté du malheur au malheur avec le Covid-19. Au lieu d'unir, elle a désuni. On ne veut pas faire la révolution mais on veut juste être entendus et respectés.

Pascal Parent, le président de la Ligue Auvergne-Rhône-Alpes, semble plutôt en phase avec la décision de la FFF...

Il est membre du comité exécutif de la Fédération, c'est normal. Quand vous êtes proche de Dieu vous préférez rester avec lui plutôt que d'aller en bas. Chacun regarde ses intérêts. Mais, à mon sens, il devrait défendre les clubs de la Ligue. Il aurait dû nous impliquer au même titre que le président du district (Arsène Meyer). Ils ont décidé dans leur coin. Tout ce qui n'est pas démocratique est à combattre. Des présidents vers le bassin d'Arcachon et le Cantal ont défendu leur district. Alors qu'au niveau de la Ligue Auvergne-Rhône-Alpes rien n'a été fait.

On l'a compris, la situation est très compliquée. Si vous n'obtenez pas gain de cause, pourriez-vous quitter la présidence de l'AS Saint-Priest ?

Nous ne sommes que des bénévoles. Nous investissons du temps et de l'argent. Si nos instances ne nous écoutent pas, soit on démissionne avec tous les présidents et on laisse les clubs, soit on monte un collectif, ce qu'on a fait dans un premier temps, pour essayer de faire bouger les choses. Le rôle de président est très difficile. Avec 650 adhérents et 20 salariés, vous avez beaucoup de poids sur les épaules, c'est comme une entreprise à gérer. C'est propre à tous les présidents des 15 000 clubs amateurs en France que je félicite. C'est un sacerdoce. Je me répète mais on veut juste être entendus. Dans le rugby, Bernard Laporte (président de la Fédération française de rugby) a annoncé 35 millions d'euros d'aides aux 1 900 clubs amateurs. Concernant le football, monsieur Le Graët prévoit entre 12 et 15 millions d'euros pour 15 000 clubs amateurs... Je laisse chacun juger.